



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU PAYS D'AIX

Date de Publication : 02/06/2017

N° : 2017/24

SOMMAIRE

↳ **Délibérations du 2 février 2017**

Page 3

↳ **Délibérations du 23 mars 2017**

Page 23

Les Délibérations
Conseil du 2 février 2017

2017_CT2_001

OBJET : Développement économique et emploi - Enseignement supérieur et recherche - Aides aux organismes publics – Attribution de subventions de fonctionnement

Le 2 février 2017, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, s'est réuni en session ordinaire à l'espace Aixagone à Saint-Cannat, sur la convocation qui lui a été adressée par Madame le Président du Territoire le 27 janvier 2017, conformément à l'article L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient Présents : JOISSAINS MASINI Maryse – AMAROUCHE Annie - ARDHUIN Philippe – AUGÉY Dominique – BACHI Abbassia - BALDO Edouard – BARRET Guy – BORELLI Christian – BOUDON Jacques – BOULAN Michel - BOUVET Jean-Pierre – BOYER Raoul – BRAMOULLÉ Gérard – BUCCI Dominique – CALAFAT Roxane – CANAL Jean-Louis - CASTRONOVO Lucien-Alexandre – CESARI Martine – CHARRIN Philippe – CHAZEAU Maurice – CICCOLINI-JOUFFRET Noëlle – CRISTIANI Georges – DAGORNE Robert – de SAINTDO Philippe – DI CARO Sylvaine – FABRE-AUBRESPY Hervé – FERAUD Jean-Claude – FILIPPI Claude - FREGEAC Olivier – GALLESE Alexandre – GERARD Jacky – GOUIRAND Daniel – GUINIERI Frédéric – HOUÉIX Roger - LAFON Henri – LHEN Hélène – MALAUZAT Irène – MANCEL Joël – MATIN Régis - MENFI Jeannot – MERGER Reine – MICHEL Marie-Claude - MONDOLONI Jean-Claude – MORBELLI Pascale - POLITANO Jean-Jacques – RAMOND Bernard – RENAUDIN Michel – ROUVIER Catherine - SALOMON Monique – SERRUS Jean-Pierre – SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre – SLISSA Monique – TAULAN Francis – YDE Marcel

Etai(en)t excusé(es) avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales : ALBERT Guy donne pouvoir à GUINIERI Frédéric – AMIEL Michel donne pouvoir à SLISSA Monique – BENKACI Moussa donne pouvoir à SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre – BONTHOUX Odile donne pouvoir à de SAINTDO Philippe – CORNO Jean-François donne pouvoir à FABRE-AUBRESPY Hervé – DELAVET Christian donne pouvoir à CESARI Martine – DEVESA Brigitte donne pouvoir à FERAUD Jean-Claude - JOISSAINS Sophie donne pouvoir à CHARRIN Philippe – JOUVE Mireille donne pouvoir à CANAL Jean-Louis – LAGIER Robert donne pouvoir à CRISTIANI Georges - LENFANT Gaëlle donne pouvoir à CASTRONOVO Lucien-Alexandre – MALLIÉ Richard donne pouvoir à SALOMON Monique – MEÏ Roger donne pouvoir à MENFI Jeannot – PAOLI Stéphane donne pouvoir à DI CARO Sylvaine – PELLENC Roger donne pouvoir à LAFON Henri – PERRIN Jean-Marc donne pouvoir à GALLESE Alexandre – PIZOT Roger donne pouvoir à DAGORNE Robert – ROLANDO Christian donne pouvoir à MALAUZAT Irène - SUSINI Jules donne pouvoir à BRAMOULLÉ Gérard – TALASSINOS Luc donne pouvoir à MORBELLI Pascale – TERME Françoise donne pouvoir à TAULAN Francis – ZERKANI-RAYNAL Karima donne pouvoir à BOUDON Jacques

Etai(en)t excusé(es) sans pouvoir : ALLIOTTE Sophie – AMEN Mireille – BURLE Christian – CIOT Jean-David – de BUSSCHERE Charlotte – GACHON Loïc – GARELLA Jean-Brice – GROSSI Jean-Christophe - LEGIER Michel – MERCIER Arnaud – NERINI Nathalie – PEREZ Fabien – PRIMO Yveline – PROVITINA-JABET Valérie – TRAINAR Nadia

Secrétaire de séance : Roxane CALAFAT

Monsieur Michel BOULAN donne lecture du rapport ci-joint.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170202-
2017_CT2_001-DE
Date de télétransmission :
06/03/2017
Date de réception préfecture :

RAPPORT AU CONSEIL DE TERRITOIRE DU PAYS D'AIX

**Développement économique et emploi
Enseignement supérieur et recherche**

■ Séance du 2 février 2017

05_5_01

■ **Aides aux organismes publics – Attribution de subventions de fonctionnement**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170202-
2017_CT2_001-DE
Date de télétransmission :
06/03/2017
Date de réception préfecture :

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

RAPPORT AU BUREAU DE LA MÉTROPOLE**Economie, nouvelles technologies, enseignement supérieur****■ Séance du 9 février 2017****■ Aides aux organismes publics – Attribution de subventions de fonctionnement**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne, site Georges Charpak Provence à Gardanne fait partie des grandes écoles d'ingénieurs implantées sur le territoire métropolitain qui de par sa présence, l'enseignement dispensé, les événements organisés et son rôle en tant qu'incubateur technologique participe à l'attractivité de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche sur le territoire.

Les actions portées par l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne répondent aux grandes orientations métropolitaines en matière d'ESR en s'inscrivant dans la promotion de l'innovation, la mise en place d'un partenariat avec les grandes écoles d'ingénieurs et, également, en favorisant le lien entre ESR et le monde économique....

En effet, l'école qui héberge le Centre de micro électronique de Provence accueille une diversité d'acteurs, enseignants, étudiants mais aussi des chercheurs, des entreprises et des startups.

L'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne sollicite la participation de la Métropole sur deux projets : une action, Innov/actions 2017 et une manifestation, les 5ièmes rencontres PME / Grandes Écoles d'Ingénieurs.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170202-
2017_CT2_001-DE
Date de télétransmission :
06/03/2017
Date de réception préfecture :

Ces manifestations et actions contribuent à accroître la notoriété scientifique et à développer le caractère innovant sur notre territoire. Elles participent de la stratégie de développement économique de la Métropole en matière d'ESR.

Innov/actions 2017 :

Il s'agit d'une formation expérimentale à l'innovation collaborative pour les étudiants de dernière année (68 étudiants) sur le type des startups week end. Cette action mobilise outre les étudiants et les chercheurs, des entreprises à la fois pour accompagner les étudiants et participer au jury final de sélection. L'objectif est de mobiliser 6 entreprises pour participer à l'action.

L'action se déroule sur 3 jours : la première séquence portant sur la conception collaborative sur une thématique choisie, l'idéation, la seconde sur la promotion des idées, la clarification des usages et des moyens nécessaires à sa réalisation, et la troisième sur la concrétisation partielle qui se place sur la voie d'un prototype, le retour d'expérience et la présentation au jury.

Il est proposé d'attribuer au profit de l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne 8 000 € pour l'aide à l'organisation de cette manifestation qui aura lieu du 27 février au 1er mars 2017, sur le site Georges Charpak Provence à Gardanne.

Les 5èmes rencontres PME / Grandes Ecoles d'Ingénieurs

Les rencontres PME Grandes Ecole d'Ingénieurs ont été initiées en 2012 à la demande de la Chambre de Commerce Marseille Provence et visent à rapprocher le monde des PME de celui des grandes écoles présentes sur le territoire métropolitain.

Elles réunissent l'Ecole Centrale de Marseille, les Arts et Métiers ParisTech, campus Aixois, et l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne, campus Georges Charpak,

Elles ont pour objectifs de donner une information à la fois en direction des PME sur l'offre de formation des trois écoles et en direction des élèves sur un parcours professionnel tourné vers les PME. Il a été décidé suite à la manifestation de 2013 de faire tourner la prise en charge de l'organisation de cet événement entre les 3 écoles. En moyenne, les différentes éditions ont réuni entre 400 et 500 élèves et plus d'une quarantaine d'entreprises.

Pour cette année 2017, l'organisation de la rencontre revient à l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne, site Georges Charpak Provence à Gardanne. L'école attend 600 participants.

La cinquième édition sera orientée vers une plus grande interaction avec les enseignants chercheurs des écoles, elle se décomposerait en deux temps, un premier temps pour la relation Écoles/entreprises et, un second temps, pour les rencontres élèves/dirigeants de PME.

Il est proposé d'attribuer au profit de l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne 4 000 € pour l'aide à l'organisation des ces rencontres qui se dérouleront le 6 avril 2017, sur le site Georges Charpak Provence à Gardanne.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170202-
2017_CT2_001-DE
Date de télétransmission :
06/03/2017
Date de réception préfecture :

Tableau récapitulatif des subventions accordées pour les manifestations/colloques :

Organisateur	Manifestation / Colloque	Date	Subventions N-1 et N-2	Subvention demandée	Budget prévisionnel co financeurs	Montant proposé	Agent comptable
L'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne GU : 2017 00512	Innov/actions 2017	Du 27 février au 1 ^{er} mars 2017	N-1 : 0 € N-2 : 0 €	8 000 €	16 446 € Co financeurs : 8 446 € ressources propres	8 000 € Soit 48,6 % du budget prévisionnel	École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne
L'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne GU : 2017 00513	5èmes rencontres PME / Grandes écoles d'ingénieurs, le 6 avril 2017	Le 6 avril 2017	N-1 : 0 € N-2 : 0 €	4 000 €	8 763 € Co financeurs : Mécénat 2 000 € Ressources propres 2 763 €	4 000 € Soit 45,6% du budget prévisionnel	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'apporter un soutien aux organismes publics d'enseignement supérieur et de recherche et notamment à L'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'attribution de subventions à hauteur de 12 000 € au profit de l'Agence Comptable de l'École Nationale Supérieure des Mines de Saint Étienne.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170202-
2017_CT2_001-DE
Date de télétransmission :
06/03/2017
Date de réception préfecture :

Article 2:

Les dépenses en résultant seront prélevées au budget général 2017 sur les lignes 23-657382 qui présentent les disponibilités nécessaires.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document afférant à l'exécution de la présente délibération.

Pour enrôlement,
Le Conseiller Délégué
Enseignement Supérieur,
Recherche, Santé

Frédéric COLLART

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170202-
2017_CT2_001-DE
Date de télétransmission :
06/03/2017
Date de réception préfecture :

OBJET : Développement économique et emploi - Enseignement supérieur et recherche - Aides aux organismes publics – Attribution de subventions de fonctionnement

Vote sur le rapport

Inscrits	91
Votants	76
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	76
Majorité absolue	39
Pour	76
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ont signé le Président et les membres du Conseil de Territoire présents

Maryse JOISSAINS MASINI

Signé, le

- 2 MARS 2017

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170202-
2017_CT2_001-DE
Date de télétransmission :
06/03/2017
Date de réception préfecture :

2017_CT2_002

OBJET : Politique culturelle et sportive - Sports - Soutien au sport de haut niveau 2017 - Attribution de subventions aux clubs éligibles de sports collectifs et individuels, et au dispositif "Ecole Sport Entreprise du Pays d'Aix" - Approbation de conventions d'objectifs

Le 2 février 2017, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, s'est réuni en session ordinaire à l'espace Aixagone à Saint-Cannat, sur la convocation qui lui a été adressée par Madame le Président du Territoire le 27 janvier 2017, conformément à l'article L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient Présents : JOISSAINS MASINI Maryse – AMAROUCHÉ Annie – ARDHUIN Philippe – AUGÉY Dominique – BACHI Abbassia – BALDO Edouard – BARRET Guy – BORELLI Christian – BOUDON Jacques – BOULAN Michel – BOUVET Jean-Pierre – BOYER Raoul – BRAMOULLÉ Gérard – BUCCI Dominique – CALAFAT Roxane – CANAL Jean-Louis – CASTRONOVO Lucien-Alexandre – CESARI Martine – CHARRIN Philippe – CHAZEAU Maurice – CICCOLINI-JOUFFRET Noëlle – CRISTIANI Georges – DAGORNE Robert – de SAINTDO Philippe – DI CARO Sylvaine – FABRE-AUBRESPY Hervé – FERAUD Jean-Claude – FILIPPI Claude – FREGEAC Olivier – GALLESE Alexandre – GERARD Jacky – GOUIRAND Daniel – GUINIERI Frédéric – HOUÉIX Roger – LAFON Henri – LHEN Hélène – MALAUZAT Irène – MANCÉL Joël – MATIN Régis – MENFI Jeannot – MERGER Reine – MICHEL Marie-Claude – MONDOLONI Jean-Claude – MORBELLI Pascale – POLITANO Jean-Jacques – RAMOND Bernard – RENAUDIN Michel – ROUVIER Catherine – SALOMON Monique – SERRUS Jean-Pierre – SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre – SLISSA Monique – TAULAN Francis – YDE Marcel

Etai(en)t excusé(es) avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales : ALBERT Guy donne pouvoir à GUINIERI Frédéric – AMIEL Michel donne pouvoir à SLISSA Monique – BENKACI Moussa donne pouvoir à SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre – BONTHOUX Odile donne pouvoir à de SAINTDO Philippe – CORNO Jean-François donne pouvoir à FABRE-AUBRESPY Hervé – DELAVET Christian donne pouvoir à CESARI Martine – DEVESA Brigitte donne pouvoir à FERAUD Jean-Claude – JOISSAINS Sophie donne pouvoir à CHARRIN Philippe – JOUVE Mireille donne pouvoir à CANAL Jean-Louis – LAGIER Robert donne pouvoir à CRISTIANI Georges – LENFANT Gaëlle donne pouvoir à CASTRONOVO Lucien-Alexandre – MALLIÉ Richard donne pouvoir à SALOMON Monique – MEÏ Roger donne pouvoir à MENFI Jeannot – PAOLI Stéphane donne pouvoir à DI CARO Sylvaine – PELLENC Roger donne pouvoir à LAFON Henri – PERRIN Jean-Marc donne pouvoir à GALLESE Alexandre – PIZOT Roger donne pouvoir à DAGORNE Robert – ROLANDO Christian donne pouvoir à MALAUZAT Irène – SUSINI Jules donne pouvoir à BRAMOULLÉ Gérard – TALASSINOS Luc donne pouvoir à MORBELLI Pascale – TERME Françoise donne pouvoir à TAULAN Francis – ZERKANI-RAYNAL Karima donne pouvoir à BOUDON Jacques

Etai(en)t excusé(es) sans pouvoir : ALLIOTTE Sophie – AMEN Mireille – BURLE Christian – CIOT Jean-David – de BUSSCHERE Charlotte – GACHON Loïc – GARELLA Jean-Brice – GROSSI Jean-Christophe – LEGIER Michel – MERCIER Arnaud – NERINI Nathalie – PEREZ Fabien – PRIMO Yveline – PROVITINA-JABET Valérie – TRAINAR Nadia

Secrétaire de séance : Roxane CALAFAT

Monsieur Michel BOULAN donne lecture du rapport ci-joint.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170202-
2017_CT2_002-DE
Date de télétransmission :
06/03/2017
Date de réception préfecture :

RAPPORT AU CONSEIL DE TERRITOIRE DU PAYS D'AIX

Politique culturelle et sportive
Sports

■ Séance du 2 février 2017

07_1_01

■ Soutien au sport de haut niveau 2017 – Attribution de subventions aux clubs éligibles de sports collectifs et individuels, et au dispositif « Ecole Sport Entreprise du Pays d'Aix » - Approbation de conventions d'objectifs

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a engagé depuis 2002 une importante politique sportive permettant de rattraper le retard des infrastructures existantes et de développer la pratique du sport pour tous, de loisir, le sport de compétition et de haut niveau.

Plusieurs dispositifs ont été délibérés afin de mieux répondre aux besoins constatés tant en matière d'équipement que d'accompagnement de pratique amateur et professionnelles autour notamment des axes suivants :

- 1- Soutenir le sport de compétition de niveau national pour les sports collectifs comme pour les sports individuels.
- 2- Renforcer le développement de ces pratiques sportives grâce à un programme d'accompagnement scolaire de 400 jeunes sportifs âgés de 15 à 20 ans intégrés dans les équipes cadettes et juniors des clubs de sports collectifs et de sports individuels de haut niveau du Pays d'Aix : le dispositif « Ecole Sport Entreprise du Pays d'Aix ».

Il est proposé d'approuver les attributions de subventions et les conventions afférentes ci après :

1/ Soutien aux clubs de sport collectif de haut niveau :

Au regard du niveau où ces clubs évoluent pour la saison 2016/2017 et des résultats obtenus en fin de saison sportive, ils peuvent être éligibles en 2017 aux aides suivantes **pour un montant total de 1.100.000 €** (hors marchés de prestations de services) :

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170202-
2017_CT2_002-DE
Date de télétransmission :
06/03/2017
Date de réception préfecture :

Clubs en 2017	Catégorie Division	BP 2017	Total (n-1)	Subv sollicitée	Subv Proposée	Prestation de service	Total subventions proposées 2017	Convention
EUSRL PAUCH (GU n°00176)	1ère division (LNH)	2.623.000 €	720.000 €	/	/	Mini 720.000 € Maxi 900.000 €*	/	Oui
	Centre de formation		300.000 €	300.000 €	300.000 €	/	300.000 €	Oui
SASP PROVENCE RUGBY	3ème (Fédérale 1)	4.218.000 €	450.000 €	/	/	450.000 €*	/	Oui
Association PROVENCE RUGBY (GU n°00155)	Centre de formation	958.000 €	150.000 €	150.000 €	150.000 €	/	150.000 €	Oui
Pays d'Aix Natation Water Polo (GU n°00102)	1ère (Elite 1)	1.907.000 €	180.000 €	180.000 €	180.000 €	/	190.000 €	Oui
Pays d'Aix Natation Water Polo (GU n°000540)	2ème Tour Coupe Europe	33.200 €	10.000 €	10.000 €	10.000 €	/		
Asso PAVVB (GU n°00086)	1ère (Elite 1F)	1.001.000 €	410.000 €	450.000 €	410.000 €	/	410.000 €	Oui
Union Venelles Golgoths Basket 13 (GU n°00144)	2ème (Nationale 2F)	111.000 €	50.000 €	60.000 €	50.000 €	/	50.000 €	Oui
TOTAL							1.100.000 €	

* Les montants indiqués pour les marchés de prestation de service représentent le plafond maximum qui pourra être revu à la baisse au regard de l'art. L.113-3 du Code du sport.

Il convient de rappeler que la Société Anonyme Sportive Professionnelle Provence Rugby est liée par convention à son association d'origine qui bénéficie d'une subvention au titre du fonctionnement de son centre de formation. Il est rappelé à ce titre que la subvention versée à l'association ne peut être reversée à la société à quelque titre ou forme que ce soit.

2/ Soutien aux clubs de sport individuel de haut niveau :

Cette politique de soutien à certaines disciplines de sport individuel évoluant en niveau national vise à valoriser les résultats obtenus sur le plan international afin de mettre en valeur leur pratique et ainsi permettre d'augmenter le nombre de licenciés.

Au regard du niveau où ces clubs de sport individuel évoluent pour la saison 2016/2017 et des résultats obtenus en fin de saison sportive, ils peuvent être éligibles en 2017 aux aides suivantes **pour un montant total de 560.000 €** :

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170202-
2017_CT2_002-DE
Date de télétransmission :
06/03/2017
Date de réception préfecture :

Clubs (Guichet Unique 2017)	BP 2017	Subv sollicitée 2017	Subv n-1	Total subventions proposées 2017	Conven- tions
Gymnastique du Pays d'Aix (GU n°00429)	339.189 €	40.000 €	30.000 €	32.000 €	Oui
Pays d'Aix Natation Natation synchronisée (GU n°00104)	1.907.000 €	90.000 €	88.000 €	83.000 €	Oui
Aix Athlé Provence (GU n°00088)	505.000 €	67.000 €	67.000 €	67.000 €	Oui
Escrime du Pays d'Aix (GU n°00056)	353.990,32 €	110.000 €	80.000 €	80.000 €	Oui
Amical Vélo Club Aixois (GU n°00081)	625.650 €	170.000 €	170.000 €	170.000 €	Oui
AUC Badminton (GU n°00050)	325.000 €	75.000 €	60.000 €	62.000 €	Oui
AUC Taekwondo (GU n°00468)	81.150 €	15.000 €	15.000 €	14.000 €	Non
Aix Handisport (GU n°00149)	34.300 €	5.000 €	5.000 €	5.000 €	Non
Squash Passion (GU n°00045)	115.600 €	35.000 €	30.000 €	30.000 €	Oui
Club Handisport Aixois (GU n°00469)	133.500 €	15.000 €	10.000 €	12.000 €	Non
BMX Les Pennes Mirabeau (GU n°00388)	34.050 €	20.000 €	5.000 €	5.000 €	Non
TOTAL				560.000 €	

Il convient de rappeler que l'association Pays d'Aix Natation bénéficie également d'une subvention pour le fonctionnement de sa section de water-polo en 2017 correspondant à un montant de 180.000 € et d'une subvention exceptionnelle de 10.000 € pour sa participation au 2^{ème} tour de la Coupe d'Europe ce qui porte la totalité des subventions à allouer au Pays d'Aix Natation pour ses deux sections water-polo et natation synchronisée à 273.000 €.

Il convient également de noter que le club Vitrolles Triathlon représentant la discipline du triathlon était éligible jusqu'en 2016 à une subvention de fonctionnement. Au regard de ses résultats sportifs, le club ne bénéficiera plus désormais du soutien financier du Pays d'Aix et ce, en accord avec ses dirigeants et l'adjoint aux sports de la commune de Vitrolles.

Par ailleurs, le Projet PRODAS (PROjet de Développement des Activités Sportives) dans les quartiers prioritaires visés par les services « Politique de la Ville » des communes d'Aix-en-Provence, Vitrolles, Pertuis et Gardanne bénéficie de la participation des clubs de niveau national bénéficiaires d'une subvention de fonctionnement au titre du dispositif de soutien au sport de haut niveau, liés par une convention d'objectifs avec le Pays d'Aix. Il convient de noter que les clubs de sport individuel bénéficiaires d'une subvention de fonctionnement mais non liés par une convention d'objectifs (en raison du montant de la subvention inférieure à 23.000 €) doivent également s'engager à :

- développer l'animation sportive de proximité ;
- promouvoir l'égalité des chances et la cohésion sociale afin de favoriser l'accès à la pratique sportive pour le plus grand nombre ;
- mettre en œuvres diverses actions d'animation et de formation sur l'ensemble du territoire du Pays d'Aix ;

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170202-
2017_CT2_002-DE
Date de télétransmission :
06/03/2017
Date de réception préfecture :

3/ Soutien au dispositif « Ecole Sports Entreprise du Pays d'Aix » (ESE):

Le partenariat Sport/Entreprise mis en place par la Communauté du Pays d'Aix au travers de ce dispositif validé par la délibération n°2005_A340 du Conseil communautaire du 8 décembre 2005 a permis de créer une dynamique nouvelle entre les différents acteurs sportifs du territoire, et en particulier les jeunes sportifs évoluant en niveau national dans leur intégration sociale et professionnelle future.

Ce dispositif concerne aujourd'hui 400 jeunes sportifs de 15 à 20 ans constituant les espoirs cadets et juniors sports des clubs de sports collectif et individuel de haut niveau du Pays d'Aix dans les disciplines suivantes : natation (4 disciplines), handball, basket, volley-ball, athlétisme, gymnastique, triathlon, BMX, taekwondo, cyclisme, judo, pentathlon, escrime, tennis.

La Communauté du Pays d'Aix, aux côtés des clubs de haut niveau de son territoire, a décidé de soutenir ce programme original depuis plusieurs années visant à créer les meilleures conditions possibles d'accompagnement et de soutien éducatif, scolaire et professionnel de jeunes sportifs.

Ce dispositif interactif permet aussi de mutualiser certains aspects logistiques : transports, restaurations adaptées, tutorat scolaire, préparation physique, en regroupant les bénéficiaires du programme.

En complémentarité de ce dispositif, une cellule opérationnelle prend en compte les sportifs adultes afin de les accompagner dans leur formation post sportive et leur insertion dans le monde du travail.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé de valider les termes de la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association "ESE Pays d'Aix", composée aujourd'hui de 20 salariés, et de valider l'attribution **d'une subvention de 100.000 €** à l'association "ESE Pays d'Aix" en 2017, telle que décrite dans le tableau ci-dessous :

Club	N° Guichet Unique 2017	Budget prévisionnel 2017	Subvention N-1	Subvention sollicitée	Total subventions proposée 2017	Convention
ESE Pays d'Aix	00079	222.360 €	100.000 €	100.000 €	100.000 €	Oui

4/ Rappel des dispositions du code du sport

Il convient de noter qu'au-delà de 23.000 €, une convention annuelle type entre l'association sportive et le Territoire du Pays d'Aix permettra de verser ces aides à chaque club.

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit :

- un acompte de 80% sera versé au club après signature de la convention correspondante et ce pour l'ensemble des subventions.
- le solde de 20% sera versé à la fin de l'année sur présentation avant le 1er novembre 2017 :
 - d'un compte de résultat définitif ou d'un compte de résultat provisoire accompagné dès lors du compte de résultat définitif de l'année n-1, signés du Président et du Trésorier de l'association,
 - s'il y a lieu, du dernier rapport du Commissaire aux Comptes certifié.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170202-
2017_CT2_002-DE
Date de télétransmission :
06/03/2017
Date de réception préfecture :

La délibération cadre modificative de la politique sportive de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix au titre du sport de haut niveau présentée en séance de Conseil communautaire du 11 décembre 2014 a rappelé les conditions et critères du Code du sport relatifs à l'attribution de subventions ou d'achat de prestations de services aux clubs sportifs selon qu'ils étaient gérés sous la forme d'associations ou de sociétés professionnelles :

- Concernant l'attribution de subventions, l'article L.113-2 du Code du sport indique que les associations sportives, ou les sociétés qu'elles constituent, peuvent recevoir des subventions publiques pour des missions d'intérêt général. Ces subventions font l'objet de conventions passées, d'une part, entre les collectivités territoriales et leurs groupements et, d'autre part, les associations sportives ou les sociétés qu'elles constituent. Le montant maximum des subventions versées par l'ensemble des collectivités territoriales et de leurs groupements à l'association sportive et à la société qu'elle constitue ne peuvent excéder 2,3 millions d'euros pour chaque saison sportive de la discipline concernée.

- Concernant l'achat de prestations de service, l'article L 113-3 du Code du sport indique que les sommes versées par les collectivités territoriales ou leurs groupements aux sociétés en exécution de contrats de prestation de services, ou de toute convention dont l'objet n'entre pas dans le cadre des missions d'intérêt général visées à l'article L 113-2, ne peuvent excéder 30% du total des produits du compte de résultat de l'année précédente, dans la limite de 1,6 millions d'euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005_A340 du Conseil communautaire de la CPA du 8 décembre 2005 relative au dispositif de formation des jeunes sportifs des clubs de haut niveau ;
- La délibération cadre n°2012_A006 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 15 mars 2012 relative à la politique sportive communautaire ;
- La délibération cadre n°2014_A278 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à la politique sportive communautaire au titre du sport collectif de haut niveau ;
- La délibération n°2015_A263 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative au soutien au sport de haut niveau et à l'approbation de conventions d'objectifs pluriannuelles pour le soutien aux clubs Pays d'Aix Université Club Handball et Provence Rugby ;
- La délibération n°2015_B767 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative au soutien au sport de haut niveau et à l'approbation de conventions d'objectifs pluriannuelles pour le soutien aux clubs Pays d'Aix Venelles Volley Ball et Pays d'Aix Natation ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence;

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170202-
2017_CT2_002-DE
Date de télétransmission :
06/03/2017
Date de réception préfecture :

- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 11 janvier 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions telles que décrites dans les tableaux ci-dessus pour un montant total de 1.760.000 €.

Article 2 :

Sont approuvés les termes des deux conventions à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les deux clubs de haut niveau collectif, l'EUSRL Pays d'Aix Université Club Handball et l'association Provence Rugby.

Article 3 :

Sont approuvés les termes de la convention type à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les trois clubs de haut niveau collectif, l'association Pays d'Aix Venelles Volley Ball, l'association Pays d'Aix Natation et l'association Union Venelles Golgoths.

Article 4 :

Sont approuvés les termes de la convention type à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les clubs de haut niveau individuel.

Article 5 :

Sont approuvés les termes de la convention à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association Ecole Sport Entreprise du Pays d'Aix.

Article 6 :

Madame le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 7 :

Les dépenses en résultant seront prélevées sur la ligne Chapitre 65 / Fonction 30 / Nature 6574 du budget 2017 qui présente les disponibilités nécessaires.

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20170202- 2017_CT2_002-DE Date de télétransmission : 06/03/2017 Date de réception préfecture :

OBJET : Politique culturelle et sportive - Sports - Soutien au sport de haut niveau 2017 - Attribution de subventions aux clubs éligibles de sports collectifs et individuels, et au dispositif "Ecole Sport Entreprise du Pays d'Aix" - Approbation de conventions d'objectifs

Vote sur le rapport

Inscrits	91
Votants	76
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	76
Majorité absolue	39
Pour	76
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ont signé le Président et les membres du Conseil de Territoire présents
Maryse JOISSAINS MASINI

Signé, le - 2 MARS 2017

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170202-
2017_CT2_002-DE
Date de télétransmission :
06/03/2017
Date de réception préfecture :

2017_CT2_003

OBJET : Politique culturelle et sportive - Sports - Soutien au sport de niveau national - Versement du solde d'une subvention au Centre de Ressources, d'Expertise et de Performances Sportives (CREPS) PACA en 2017

Le 2 février 2017, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, s'est réuni en session ordinaire à l'espace Aixagone à Saint-Cannat, sur la convocation qui lui a été adressée par Madame le Président du Territoire le 27 janvier 2017, conformément à l'article L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient Présents : JOISSAINS MASINI Maryse – AMAROUCHE Annie - ARDHUIN Philippe – AUGÉY Dominique – BACHI Abbassia - BALDO Edouard – BARRET Guy – BORELLI Christian – BOUDON Jacques – BOULAN Michel - BOUVET Jean-Pierre – BOYER Raoul – BRAMOULLÉ Gérard – BUCCI Dominique – CALAFAT Roxane – CANAL Jean-Louis - CASTRONOVO Lucien-Alexandre – CESARI Martine – CHARRIN Philippe – CHAZEAU Maurice – CICCOLINI-JOUFFRET Noëlle – CRISTIANI Georges – DAGORNE Robert – de SAINTDO Philippe – DI CARO Sylvaine – FABRE-AUBRESPY Hervé – FERAUD Jean-Claude – FILIPPI Claude - FREGEAC Olivier – GALLESE Alexandre – GERARD Jacky – GOUIRAND Daniel – GUINIERI Frédéric – HOUÉIX Roger - LAFON Henri – LHEN Hélène – MALAUZAT Irène – MANCEL Joël – MATIN Régis - MENFI Jeannot – MERGER Reine – MICHEL Marie-Claude - MONDOLONI Jean-Claude – MORBELLI Pascale - POLITANO Jean-Jacques – RAMOND Bernard – RENAUDIN Michel – ROUVIER Catherine - SALOMON Monique – SERRUS Jean-Pierre – SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre – SLISSA Monique – TAULAN Francis – YDE Marcel

Etai(en)t excusé(es) avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales : ALBERT Guy donne pouvoir à GUINIERI Frédéric – AMIEL Michel donne pouvoir à SLISSA Monique – BENKACI Moussa donne pouvoir à SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre – BONTHOUX Odile donne pouvoir à de SAINTDO Philippe – CORNO Jean-François donne pouvoir à FABRE-AUBRESPY Hervé – DELAVET Christian donne pouvoir à CESARI Martine – DEVESA Brigitte donne pouvoir à FERAUD Jean-Claude - JOISSAINS Sophie donne pouvoir à CHARRIN Philippe – JOUVE Mireille donne pouvoir à CANAL Jean-Louis – LAGIER Robert donne pouvoir à CRISTIANI Georges - LENFANT Gaëlle donne pouvoir à CASTRONOVO Lucien-Alexandre – MALLIÉ Richard donne pouvoir à SALOMON Monique – MEÏ Roger donne pouvoir à MENFI Jeannot – PAOLI Stéphane donne pouvoir à DI CARO Sylvaine – PELLENC Roger donne pouvoir à LAFON Henri – PERRIN Jean-Marc donne pouvoir à GALLESE Alexandre – PIZOT Roger donne pouvoir à DAGORNE Robert – ROLANDO Christian donne pouvoir à MALAUZAT Irène - SUSINI Jules donne pouvoir à BRAMOULLÉ Gérard – TALASSINOS Luc donne pouvoir à MORBELLI Pascale – TERME Françoise donne pouvoir à TAULAN Francis – ZERKANI-RAYNAL Karima donne pouvoir à BOUDON Jacques

Etai(en)t excusé(es) sans pouvoir : ALLIOTTE Sophie – AMEN Mireille – BURLE Christian – CIOT Jean-David – de BUSSCHERE Charlotte – GACHON Loïc – GARELLA Jean-Brice – GROSSI Jean-Christophe - LEGIER Michel – MERCIER Arnaud – NERINI Nathalie – PEREZ Fabien – PRIMO Yveline – PROVITINA-JABET Valérie – TRAINAR Nadia

Secrétaire de séance : Roxane CALAFAT

Monsieur Michel BOULAN donne lecture du rapport ci-joint.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170202-
2017_CT2_003-DE
Date de télétransmission :
06/03/2017
Date de réception préfecture :

RAPPORT AU CONSEIL DE TERRITOIRE DU PAYS D'AIX

Politique culturelle et sportive

Sports

■ Séance du 2 février 2017

07_1_02

■ Soutien au sport de niveau national – Versement du solde d'une subvention au Centre de Ressources, d'Expertise et de Performances Sportives (CREPS) PACA en 2017

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de soutien au sport de haut niveau, la Communauté du Pays d'Aix a mis en place un partenariat avec le CREPS PACA pour la période 2012-2014 renouvelée pour la période 2015-2017 afin de favoriser le développement de sa politique sportive en permettant aux clubs locaux reconnus par la CPA d'accéder aux différentes infrastructures du CREPS.

Cette collaboration, définie dans une convention cadre de partenariat a permis également aux clubs soutenus par la CPA et aujourd'hui par le Territoire du Pays d'Aix, de bénéficier de l'expertise des personnels du CREPS tout au long de leur saison sportive dans les domaines du suivi médical, de la préparation mentale et de la formation professionnelle des sportifs.

En accueillant l'entraînement des clubs soutenus par le Territoire du Pays d'Aix, le CREPS affirme sa volonté d'être un partenaire fort de sa politique sportive.

En 2015, le CREPS PACA a bénéficié d'une subvention exceptionnelle de 50.000 € correspondant à une participation aux frais engagés pour le transport des jeunes internes vers leurs établissements scolaires pendant l'année scolaire 2015/2016 dont le budget prévisionnel s'élève à de 57.320 €.

Le solde de 15.000 € de la dite subvention n'ayant pas été annexé au budget primitif de l'année 2016, il convient de délibérer afin d'acter son versement.

Les crédits engagés en 2015 ont été prévus en 2016 et font l'objet d'un reste à réaliser de fonctionnement reporté en 2017.

Afin de pouvoir verser le solde de 15.000 € de cette subvention exceptionnelle de 50.000 € au CREPS PACA, il est proposé de valider son versement en 2017.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170202-
2017_CT2_003-DE
Date de télétransmission :
06/03/2017
Date de réception préfecture :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2012_B196 du Bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 10 mai 2012 relative à l'approbation d'une convention cadre de partenariat 2012-2014 et d'une convention d'attribution de subventions pour 2012 avec le CREPS ;
- La délibération n°2015_A097 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 21 mai 2015 relative à l'attribution d'une subvention de fonctionnement et de subventions d'investissement pour la rénovation d'installations sportives dans le cadre de la convention de partenariat avec le CREPS PACA ;
- La délibération n°2015_A262 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 12 novembre 2015 relative au renouvellement de la convention cadre de partenariat 2015-2017 avec le Centre de Ressources, d'Expertises et de Performances Sportives (CREPS) PACA et à l'attribution d'une subvention exceptionnelle ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 11 janvier 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Le solde de 15.000 € de la subvention exceptionnelle de 50.000 € attribuée en 2015 au Centre de Ressources, d'Expertises et de Performances Sportives (CREPS) PACA au titre d'une contribution partielle aux frais de transports des jeunes internes vers leurs établissements scolaires en 2015/2016 est versé en 2017.

Article 2 :

Madame le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les dépenses en résultant seront prélevées sur la ligne de crédit 1004 / Chapitre 65 / Fonction 30 / Nature 657382 du budget 2017 qui présente les disponibilités nécessaires.

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20170202- 2017_CT2_003-DE Date de télétransmission : 06/03/2017 Date de réception préfecture :

OBJET : Politique culturelle et sportive - Sports - Soutien au sport de niveau national - Versement du solde d'une subvention au Centre de Ressources, d'Expertise et de Performances Sportives (CREPS) PACA en 2017

Vote sur le rapport

Inscrits	91
Votants	76
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	76
Majorité absolue	39
Pour	76
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ont signé le Président et les membres du Conseil de Territoire présents
Maryse JOISSAINS MASINI

Signé, le

- 2 MARS 2017

Accusé de réception en préfecture
 013-200054807-20170202-
 2017_CT2_003-DE
 Date de télétransmission :
 06/03/2017
 Date de réception préfecture :

Les Délibérations
Conseil du 23 mars 2017

2017_CT2_068

OBJET : Ressources - Finances - Annulation d'une garantie d'emprunt accordée à la SCI Les Bornes dans le cadre de la construction d'un nouvel établissement médical situé à Pont de l'Arc - Aix-en-Provence

Le 23 mars 2017, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, s'est réuni en session ordinaire à la salle Tino Rossi aux Pennes-Mirabeau, sur la convocation qui lui a été adressée par Madame le Président du Territoire le 17 mars 2017, conformément à l'article L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient Présents : JOISSAINS MASINI Maryse – ALBERT Guy - AMEN Mireille – AMIEL Michel - ARDHUIN Philippe – BARRET Guy – BOUDON Jacques – BRAMOULLÉ Gérard – CALAFAT Roxane – CANAL Jean-Louis - CASTRONOVO Lucien-Alexandre – CESARI Martine – CHARRIN Philippe – CHAZEAU Maurice – CICCOLINI-JOUFFRET Noëlle – CIOT Jean-David – CORNO Jean-François - DAGORNE Robert – DELAVET Christian - DI CARO Sylvaine – FABRE-AUBRESPY Hervé – FERAUD Jean-Claude – FREGEAC Olivier – GALLESE Alexandre – GERARD Jacky – GOUIRAND Daniel – GUINIERI Frédéric – HOUEIX Roger - LAFON Henri – LENFANT Gaëlle - MALLIÉ Richard - MANCEL Joël – MATIN Régis - MENFI Jeannot – MERCIER Arnaud - MERGER Reine – MONDOLONI Jean-Claude – MORBELLI Pascale - POLITANO Jean-Jacques – PROVITINA-JABET Valérie - RAMOND Bernard – RENAUDIN Michel – SERRUS Jean-Pierre – SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre – SLISSA Monique – SUSINI Jules - TALASSINOS Luc - TAULAN Francis

Etai(en)t excusé(es) avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales : ALLIOTTE Sophie donne pouvoir à RENAUDIN Michel – AUGÉY Dominique donne pouvoir à BRAMOULLÉ Gérard – BALDO Edouard donne pouvoir à CASTRONOVO Lucien-Alexandre – BENKACI Moussa donne pouvoir à BARRET Guy – BONTHOUX Odile donne pouvoir à BOUDON Jacques – BUCCI Dominique donne pouvoir à SLISSA Monique – BURLE Christian donne pouvoir à MERCIER Arnaud – de BUSSCHERE Charlotte donne pouvoir à CANAL Jean-Louis – de SAINTDO Philippe donne pouvoir à TALASSINOS Luc – DEVESA Brigitte donne pouvoir à FERAUD Jean-Claude – FILIPPI Claude donne pouvoir à DAGORNE Robert – GACHON Loïc donne pouvoir à MONDOLONI Jean-Claude – JOISSAINS Sophie donne pouvoir à CHARRIN Philippe – JOUVE Mireille donne pouvoir à GERARD Jacky – LAGIER Robert donne pouvoir à DELAVET Christian – LHEN Hélène donne pouvoir à GOUIRAND Daniel – MALAUZAT Irène donne pouvoir à TAULAN Francis – MEÏ Roger donne pouvoir à MENFI Jeannot – MICHEL Marie-Claude donne pouvoir à MORBELLI Pascale – PAOLI Stéphane donne pouvoir à GALLESE Alexandre – PELLENC Roger donne pouvoir à LAFON Henri – PIZOT Roger donne pouvoir à ALBERT Guy – ROLANDO Christian donne pouvoir à CHAZEAU Maurice – SALOMON Monique donne pouvoir à MALLIÉ Richard – TERME Françoise donne pouvoir à SUSINI Jules – TRAINAR Nadia donne pouvoir à FABRE-AUBRESPY Hervé – ZERKANI-RAYNAL Karima donne pouvoir à JOISSAINS MASINI Maryse

Etai(en)t excusé(es) sans pouvoir : AMAROUCHE Annie – BACHI Abbassia – BORELLI Christian – BOULAN Michel – BOUVET Jean-Pierre – BOYER Raoul – CRISTIANI Georges - GARELLA Jean-Brice – GROSSI Jean-Christophe - LEGIER Michel – NERINI Nathalie – PEREZ Fabien – PERRIN Jean-Marc - PRIMO Yveline – ROUVIER Catherine – YDE Marcel

Secrétaire de séance : Roxane CALAFAT

Monsieur Gérard BRAMOULLÉ donne lecture du rapport ci-joint.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170323-
2017_CT2_068-DE
Date de télétransmission :
31/03/2017
Date de réception préfecture :

RAPPORT AU CONSEIL DE TERRITOIRE DU PAYS D'AIX

Ressources

Finances

■ Séance du 23 mars 2017

02_1_01

■ Annulation d'une garantie d'emprunt accordée à la SCI Les Bornes dans le cadre de la construction d'un nouvel établissement médical situé à Pont de l'Arc - Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170323-
2017_CT2_068-DE
Date de télétransmission :
31/03/2017
Date de réception préfecture :

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

RAPPORT AU BUREAU DE LA METROPOLE

Finances et Administration générale

■ Séance du 30 mars 2016



■ Annulation d'une garantie d'emprunt accordée à la SCI Les Bornes dans le cadre de la construction d'un nouvel établissement médical situé à Pont de l'Arc - Aix-en-Provence

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la construction d'un nouvel établissement médical situé avenue Fortuné Ferrini, Pont de l'Arc à Aix-en-Provence, la Communauté du Pays d'Aix, par délibération n° 2015_A189 du 8 octobre 2015, a accordé à la SCI Les Bornes une garantie d'emprunt d'un montant de 13 750.000 €, pour un prêt long terme de 50 M€ sur 22 ans.

Le plan de financement de ce programme ayant été modifié, la formule d'un prêt bancaire long terme ne sera pas mise en œuvre, au profit d'un crédit-bail immobilier.

Il en découle que la SCI Les Bornes demande l'annulation de cette garantie d'emprunt.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170323-
2017_CT2_068-DE
Date de télétransmission :
31/03/2017
Date de réception préfecture :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la
délibération ci-après : ³

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 et L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2015_A189 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 8 octobre 2015 accordant une garantie d'emprunt à la SCI Les Bornes;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La convention de garantie financière signée le 28 décembre 2015 entre la SCI Les Bornes et la Communauté du Pays d'Aix ;
- La demande de la SCI Les Bornes.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est rapportée la délibération n° 2015_A189 du 8 octobre 2015 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix approuvant une garantie d'emprunt de 13,75 M€ au profit de la SCI Les Bornes.

Article 2 :

Est annulée la convention de garantie financière signée le 28 décembre 2015 entre la SCI Les Bornes et la Communauté du Pays d'Aix.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

Pour enrôlement,
Le Vice-Président Délégué
Finances

Roland BLUM

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20170323- 2017_CT2_068-DE Date de télétransmission : 31/03/2017 Date de réception préfecture :

OBJET : Ressources - Finances - Annulation d'une garantie d'emprunt accordée à la SCI Les Bornes dans le cadre de la construction d'un nouvel établissement médical situé à Pont de l'Arc - Aix-en-Provence

Vote sur le rapport

Inscrits	91
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ont signé le Président et les membres du Conseil de Territoire présents
Maryse JOISSAINS MASINI

Signé, le **29 MARS 2017**

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170323-
2017_CT2_068-DE
Date de télétransmission :
31/03/2017
Date de réception préfecture :

2017_CT2_069

OBJET : Ressources - Finances - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM NEOLIA pour l'opération Les Jardins de Saint-Cannat à Saint-Cannat relative à l'achat en VEFA de 6 logements collectifs

Le 23 mars 2017, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, s'est réuni en session ordinaire à la salle Tino Rossi aux Pennes-Mirabeau, sur la convocation qui lui a été adressée par Madame le Président du Territoire le 17 mars 2017, conformément à l'article L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient Présents : JOISSAINS MASINI Maryse – ALBERT Guy - AMEN Mireille – AMIEL Michel - ARDHUIN Philippe – BARRET Guy – BOUDON Jacques – BRAMOULLÉ Gérard – CALAFAT Roxane – CANAL Jean-Louis - CASTRONOVO Lucien-Alexandre – CESARI Martine – CHARRIN Philippe – CHAZEAU Maurice – CICCOLINI-JOUFFRET Noëlle – CIOT Jean-David – CORNO Jean-François - DAGORNE Robert – DELAVET Christian - DI CARO Sylvaine – FABRE-AUBRESPY Hervé – FERAUD Jean-Claude – FREGEAC Olivier – GALLESE Alexandre – GERARD Jacky – GOUIRAND Daniel – GUINIERI Frédéric – HOUEIX Roger - LAFON Henri – LENFANT Gaëlle - MALLIÉ Richard - MANCEL Joël – MATIN Régis - MENFI Jeannot – MERCIER Arnaud - MERGER Reine – MONDOLONI Jean-Claude – MORBELLI Pascale - POLITANO Jean-Jacques – PROVITINA-JABET Valérie - RAMOND Bernard – RENAUDIN Michel – SERRUS Jean-Pierre – SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre – SLISSA Monique – SUSINI Jules - TALASSINOS Luc - TAULAN Francis

Etai(en)t excusé(es) avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales : ALLIOTTE Sophie donne pouvoir à RENAUDIN Michel – AUGEY Dominique donne pouvoir à BRAMOULLÉ Gérard – BALDO Edouard donne pouvoir à CASTRONOVO Lucien-Alexandre – BENKACI Moussa donne pouvoir à BARRET Guy – BONTHOUX Odile donne pouvoir à BOUDON Jacques – BUCCI Dominique donne pouvoir à SLISSA Monique – BURLE Christian donne pouvoir à MERCIER Arnaud – de BUSSCHERE Charlotte donne pouvoir à CANAL Jean-Louis – de SAINTDO Philippe donne pouvoir à TALASSINOS Luc – DEVESA Brigitte donne pouvoir à FERAUD Jean-Claude – FILIPPI Claude donne pouvoir à DAGORNE Robert – GACHON Loïc donne pouvoir à MONDOLONI Jean-Claude – JOISSAINS Sophie donne pouvoir à CHARRIN Philippe – JOUVE Mireille donne pouvoir à GERARD Jacky – LAGIER Robert donne pouvoir à DELAVET Christian – LHEN Hélène donne pouvoir à GOUIRAND Daniel – MALAUZAT Irène donne pouvoir à TAULAN Francis – MEÏ Roger donne pouvoir à MENFI Jeannot – MICHEL Marie-Claude donne pouvoir à MORBELLI Pascale – PAOLI Stéphane donne pouvoir à GALLESE Alexandre – PELLENC Roger donne pouvoir à LAFON Henri – PIZOT Roger donne pouvoir à ALBERT Guy – ROLANDO Christian donne pouvoir à CHAZEAU Maurice – SALOMON Monique donne pouvoir à MALLIÉ Richard – TERME Françoise donne pouvoir à SUSINI Jules – TRAINAR Nadia donne pouvoir à FABRE-AUBRESPY Hervé – ZERKANI-RAYNAL Karima donne pouvoir à JOISSAINS MASINI Maryse

Etai(en)t excusé(es) sans pouvoir : AMAROUCHE Annie – BACHI Abbassia – BORELLI Christian – BOULAN Michel – BOUVET Jean-Pierre – BOYER Raoul – CRISTIANI Georges - GARELLA Jean-Brice – GROSSI Jean-Christophe - LEGIER Michel – NERINI Nathalie – PEREZ Fabien – PERRIN Jean-Marc - PRIMO Yveline – ROUVIER Catherine – YDE Marcel

Secrétaire de séance : Roxane CALAFAT

Monsieur Gérard BRAMOULLÉ donne lecture du rapport ci-joint.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170323-
2017_CT2_069-DE
Date de télétransmission :
31/03/2017
Date de réception préfecture :

RAPPORT AU CONSEIL DE TERRITOIRE DU PAYS D'AIX

Ressources

Finances

■ Séance du 23 mars 2017

02_1_02

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM NEOLIA pour l'opération Les Jardins de Saint-Cannat à Saint-Cannat relative à l'acquisition en VEFA de 6 logements collectifs**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170323-
2017_CT2_069-DE
Date de télétransmission :
31/03/2017
Date de réception préfecture :

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

RAPPORT AU BUREAU DE LA METROPOLE**Finances et Administration générale****■ Séance du 30 mars 2017****■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM NEOLIA pour l'opération Les Jardins de Saint-Cannat à Saint-Cannat relative à l'acquisition en VEFA de 6 logements collectifs**

Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La SA HLM NEOLIA envisage l'acquisition en VEFA de 6 logements locatifs sociaux « Les Jardins de Saint-Cannat » sur la commune de Saint-Cannat. Cette opération, d'un montant total de 780.520 euros est financée pour partie par un emprunt de 288.180 euros souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie d'emprunt à hauteur de 55 % soit 158.499 euros, étant précisé que la commune de Saint-Cannat est sollicitée pour garantir les 45 % restant.

Pour information, la Direction du Contrôle de Gestion du Territoire du Pays d'Aix a effectué une analyse financière de la SA HLM NEOLIA à partir du bilan 2015.

La situation de l'organisme est bonne. L'actif comptable est égal à 1 642 614 027 €, le passif réel (dettes) à 1 309 158 764 €. L'actif net comptable s'élève donc à 333 455 263 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2015 est bénéficiaire de 13 856 889 €.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170323-
2017_CT2_069-DE
Date de télétransmission :
31/03/2017
Date de réception préfecture :

Le Contrôle de Gestion a émis un avis favorable pour la garantie d'emprunt au profit de la SA HLM NEOLIA.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2252-1 et L2252-2, il est proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2252-1 et L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° DEVT 008-679/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 approuvant les conditions générales d'octroi de garanties d'emprunt ;
- Le contrat de Prêt N° 58206 en annexe signé entre la SA HLM NEOLIA et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 288.180 euros souscrit par la SA HLM NEOLIA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 58206, constitué de 4 lignes du Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM NEOLIA dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM NEOLIA pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20170323- 2017_CT2_069-DE Date de télétransmission : 31/03/2017 Date de réception préfecture :

Article 3 :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la SA HLM NEOLIA.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM NEOLIA ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Pour enrôlement,
Le Vice-Président Délégué
Finances

Roland BLUM

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170323-
2017_CT2_069-DE
Date de télétransmission :
31/03/2017
Date de réception préfecture :

OBJET : Ressources - Finances - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM NEOLIA pour l'opération Les Jardins de Saint-Cannat à Saint-Cannat relative à l'achat en VEFA de 6 logements collectifs

Vote sur le rapport

Inscrits	91
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ont signé le Président et les membres du Conseil de Territoire présents
Maryse JOISSAINS MASINI

Signé, le **29 MARS 2017**

Accusé de réception en préfecture
 013-200054807-20170323-
 2017_CT2_069-DE
 Date de télétransmission :
 31/03/2017
 Date de réception préfecture :

2017_CT2_070

OBJET : Ressources - Finances - Décision Modificative n° 1 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix

Le 23 mars 2017, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, s'est réuni en session ordinaire à la salle Tino Rossi aux Pennes-Mirabeau, sur la convocation qui lui a été adressée par Madame le Président du Territoire le 17 mars 2017, conformément à l'article L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient Présents : JOISSAINS MASINI Maryse – ALBERT Guy - AMEN Mireille – AMIEL Michel - ARDHUIN Philippe – BARRET Guy – BOUDON Jacques – BRAMOULLÉ Gérard – CALAFAT Roxane – CANAL Jean-Louis - CASTRONOVO Lucien-Alexandre – CESARI Martine – CHARRIN Philippe – CHAZEAU Maurice – CICCOLINI-JOUFFRET Noëlle – CIOT Jean-David – CORNO Jean-François - DAGORNE Robert – DELAVET Christian - DI CARO Sylvaine – FABRE-AUBRESPY Hervé – FERAUD Jean-Claude – FREGEAC Olivier – GALLESE Alexandre – GERARD Jacky – GOUIRAND Daniel – GUINIERI Frédéric – HOUEIX Roger - LAFON Henri – LENFANT Gaëlle - MALLIÉ Richard - MANCEL Joël – MATIN Régis - MENFI Jeannot – MERCIER Arnaud - MERGER Reine – MONDOLONI Jean-Claude – MORBELLI Pascale - POLITANO Jean-Jacques – PROVITINA-JABET Valérie - RAMOND Bernard – RENAUDIN Michel – SERRUS Jean-Pierre – SICARD-DESNUELLE Marie-Pierre – SLISSA Monique – SUSINI Jules - TALASSINOS Luc - TAULAN Francis

Etai(en)t excusé(es) avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales : ALLIOTTE Sophie donne pouvoir à RENAUDIN Michel – AUGÉY Dominique donne pouvoir à BRAMOULLÉ Gérard – BALDO Edouard donne pouvoir à CASTRONOVO Lucien-Alexandre – BENKACI Moussa donne pouvoir à BARRET Guy – BONTHOUX Odile donne pouvoir à BOUDON Jacques – BUCCI Dominique donne pouvoir à SLISSA Monique – BURLE Christian donne pouvoir à MERCIER Arnaud – de BUSSCHERE Charlotte donne pouvoir à CANAL Jean-Louis – de SAINTDO Philippe donne pouvoir à TALASSINOS Luc – DEVESA Brigitte donne pouvoir à FERAUD Jean-Claude – FILIPPI Claude donne pouvoir à DAGORNE Robert – GACHON Loïc donne pouvoir à MONDOLONI Jean-Claude – JOISSAINS Sophie donne pouvoir à CHARRIN Philippe – JOUVE Mireille donne pouvoir à GERARD Jacky – LAGIER Robert donne pouvoir à DELAVET Christian – LHEN Hélène donne pouvoir à GOUIRAND Daniel – MALAUZAT Irène donne pouvoir à TAULAN Francis – MEÏ Roger donne pouvoir à MENFI Jeannot – MICHEL Marie-Claude donne pouvoir à MORBELLI Pascale – PAOLI Stéphane donne pouvoir à GALLESE Alexandre – PELLENC Roger donne pouvoir à LAFON Henri – PIZOT Roger donne pouvoir à ALBERT Guy – ROLANDO Christian donne pouvoir à CHAZEAU Maurice – SALOMON Monique donne pouvoir à MALLIÉ Richard – TERME Françoise donne pouvoir à SUSINI Jules – TRAINAR Nadia donne pouvoir à FABRE-AUBRESPY Hervé – ZERKANI-RAYNAL Karima donne pouvoir à JOISSAINS MASINI Maryse

Etai(en)t excusé(es) sans pouvoir : AMAROUCHE Annie – BACHI Abbassia – BORELLI Christian – BOULAN Michel – BOUVET Jean-Pierre – BOYER Raoul – CRISTIANI Georges - GARELLA Jean-Brice – GROSSI Jean-Christophe - LEGIER Michel – NERINI Nathalie – PEREZ Fabien – PERRIN Jean-Marc - PRIMO Yveline – ROUVIER Catherine – YDE Marcel

Secrétaire de séance : Roxane CALAFAT

Monsieur Gérard BRAMOULLÉ donne lecture du rapport ci-joint.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170323-
2017_CT2_070-DE
Date de télétransmission :
31/03/2017
Date de réception préfecture :

RAPPORT AU CONSEIL DE TERRITOIRE DU PAYS D'AIX

Ressources

Finances

■ Séance du 23 mars 2017

02_1_03

■ Décision Modificative n°1 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de territoire a adopté le 23 novembre 2016 l'État Spécial 2017 du Territoire du Pays d'Aix.

Il convient aujourd'hui de préparer une Décision Modificative n° 1 afin de procéder à des ajustements de crédits au sein de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170323-
2017_CT2_070-DE
Date de télétransmission :
31/03/2017
Date de réception préfecture :

Cette décision modificative n° 1 a pour objet de procéder à des ajustements de crédits au sein de la section d'investissement.

La direction des bâtiments demande l'inscription de crédits supplémentaires afin de financer des dépenses nouvelles sur certaines opérations.

Ces dépenses supplémentaires sont entièrement compensées par les restitutions des crédits proposées par la direction.

EN DEPENSES :

<u>Aréna du Pays d'Aix</u> (4581-321-4581162476)	- 405 000 €
<u>Médiathèque de Pertuis</u> (4581-311-4581162430)	+ 150 000 €
<u>Piscine de Venelles</u> (4581-323-4581162432)	+ 200 000 €
<u>Bâtiments collecte Pertuis</u> (4581-20-4581162647)	+ 25 000 €
<u>Piscine de Fuveau</u> (4581-323-4581162428)	+ 30 000 €

EN RECETTES :

<u>Aréna du Pays d'Aix</u> (4582-321-4582162476)	- 405 000 €
<u>Médiathèque de Pertuis</u> (4582-311-4582162430)	+ 150 000 €
<u>Piscine de Venelles</u> (4582-323-4582162432)	+ 200 000 €
<u>Bâtiments collecte Pertuis</u> (4582-20-4582162647)	+ 25 000 €
<u>Piscine de Fuveau</u> (4582-323-4582162428)	+ 30 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire du Pays d'Aix de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FAG 032-1312/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant le Budget Primitif 2017 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Ressources et Moyens du 2 mars 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Accusé de réception en préfecture 013-200054807-20170323- 2017_CT2_070-DE Date de télétransmission : 31/03/2017 Date de réception préfecture :

Article unique :

La Décision Modificative n° 1 du Budget 2017 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix est adoptée, par nature, tel qu'elle vous est présentée ci-dessus.

METROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170323-
2017_CT2_070-DE
Date de télétransmission :
31/03/2017
Date de réception préfecture :

OBJET : Ressources - Finances - Décision Modificative n° 1 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix

Vote sur le rapport

Inscrits	91
Votants	75
Abstentions	4
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

CASTRONOVO Lucien-Alexandre - LENFANT Gaëlle

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

BALDO Edouard - de BUSSCHERE Charlotte

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ont signé le Président et les membres du Conseil de Territoire présents

Maryse JOISSAINS MASINI

Signé, le **29 MARS 2017**

Accusé de réception en préfecture
013-200054807-20170323-
2017_CT2_070-DE
Date de télétransmission :
31/03/2017
Date de réception préfecture :